

La proposition de la plateforme électorale du CAP écologiste Solidaire

Une proposition bâclée refusant de prendre de clairs engagements

Mardi le 9 décembre sur le site Presse-toi-à-gauche est publiée la proposition de plateforme électorale du CAP écologie. Pourquoi, comme membre de ce CAP, n'ai-je pas reçu cette proposition auparavant alors qu'en plus elle est pertinente à l'ordre du jour de l'assemblée générale du 10 décembre? J'avais d'ailleurs demandé, le 6 décembre, que [ma propre proposition de plateforme](#) soit envoyée aux membres du CAP jusqu'ici sans résultat. Il ne s'agissait pourtant que de respecter ce b.a.ba de la démocratie qu'est l'information préalable des membres de ce qui est pertinent à une réunion. Par exemple, lors du débat sur le programme en vue du dernier congrès, la coordination de mon association de circonscription (Hochelaga-Maisonneuve) avait d'avance fait parvenir à tous les membres de la circonscription ma proposition alternative de programme pour la réunion préparatoire.

Après une première lecture, je constate que la proposition de plateforme du CAP écologie n'est pas une plateforme mais un (mini-)programme sans colonne vertébrale — « *six enjeux sans ordre de priorité* » — sans grand titre ni sous-titres et sans formulations clivantes à la Mamdani dont la plateforme gagnante est le modèle à suivre. Une plateforme électorale qui aura l'oreille de l'électorat est construite sur la base d'engagements concrets, clivants, clairs et réalisables sur la longueur du mandat et transitoires dans le sens d'annoncer une société alternative explicitée par le programme. En particulier la cruciale dimension climatique manque de précision. Réduire les GES de 55% d'ici 2030, sans instrumentaliser le marché du carbone avec la Californie, mais comment ? C'est à ce niveau que se construit une plateforme tendant vers une société du soin et du lien basé sur la décroissance matérielle.

Ici le nerf de la guerre est de débiter la révolution du transport. À part la gratuité rien n'est dit à propos du transport des personnes et comme on propose la disparition des véhicules à essence pour 2030 il s'ensuit qu'on fait en creux la promotion des véhicules électriques ! La proposition du « *développement d'un réseau public de chemin de fer électrifié* » sans balise concrète pour 2030 — à moins de croire à sa totale implantation d'ici 2030 ! — ressort du programme. Et surtout privilégier le transport des marchandises sur celui des personnes ne se raccorde nullement avec les priorités populaires tant pour le transport que pour le coût de la vie. Plus analytiquement, la baisse des GES pour le transport des marchandises se résout d'abord par la réduction de la consommation de masse, la diminution de la

congestion urbaine et l'augmentation des trajets courts pour l'approvisionnement alimentaire tout en minimisant l'alimentation carnée et laitière.

On note d'ailleurs la complète absence de l'agriculture. Rien sur la paralysie du monde agricole par le fardeau de l'endettement bloquant la relève et surtout la transition vers l'agroécologie. Rien non plus à propos de la lutte contre l'inflation alimentaire et l'agro-industrie carnée sauf la gratuité des cantines scolaires ce qui ne fait qu'effleurer le sujet et encore car on ne stipule pas le type de nourriture à y servir. Lutter contre le gaspillage alimentaire ? Par quels moyens à implanter dans la période du mandat ? Comme l'agro-industrie est la deuxième source de GES, bien au-delà du 10% attribuable directement à la ferme, et qu'en plus elle compromet en grande la santé humaine, il est inadmissible de l'ignorer.

Même la revendication de la construction de 100 000 logements sociaux n'est pas associée à une dimension écologique comme au moins le mot trop abstrait « écoénergétique » qu'il faudrait préciser. Sans compter qu'il n'y a aucune revendication au sujet de la réhabilitation écoénergétique des bâtiments déjà construits et récupérables. Pour ce qui est du réinvestissement dans les services publics, l'épine dorsale du soin et du lien, dont l'expansion du transport public, réclamer une augmentation de 10 milliards \$ sur le mandat est une mauvaise farce quand on pense que les dépenses de programme du gouvernement du Québec sont de l'ordre de 150 milliards annuellement. Même si on interprète généreusement ce 10 milliards comme l'augmentation annuelle de la dernière année du mandat, on ne parle que d'une augmentation de 15 milliards par rapport à l'année 25-26 dont la piètre hausse sur l'année 24-25 est de 2.5 milliards (1.8%). C'est donc dire qu'à ce rythme, le 10 milliards de hausse annuelle par rapport à maintenant sera presque automatiquement atteint en 2030 !

Non seulement la grande majorité des revendications ne répondent pas à l'exigence d'une plateforme d'être des engagements sur le mandat concrets et vérifiables mais les quelques-unes qui le seraient sont erronées comme telles ou par rapport au crucial enjeu climatique. Y échappe la seule exception du « *30 % du territoire protégé d'ici 2030* » à retenir. C'est ce qu'on appelle un travail bâclé fait à la va-vite. Je plaide pour ma contribution « [Propositions de points saillants pour la plateforme électorale 2026 de Québec solidaire](#) » comme point de départ pour le débat qui vise la qualité clivante et synthétique de la plateforme Mamdani sans toutefois l'atteindre.

Marc Bonhomme, 10 décembre 2025

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca